

MESSEAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana moa 25 tenuera 1868.

MATOUA 17. — N° 4.

UNE DE L'ADMINISTRATION (requisé d'assurer)

14 Fr.
12
10
8
6
4
2
1
0

100 francs 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser à

LE BUREAU DE LA POSTE,
Imprimerie du Gouvernement.

PRIX DES ANNONCES (au comptant)

Les 20 premières lignes 10 c. ligne.
Autres lignes et lignes égales 25 c.
Les 20 premières lignes de publicité (à la partie de la première insertion).

SOMMAIRE.

Arrêté autorisant la caisse agricole à émettre des bons garantissant le montant des prêts à effectuer sur les immobiliers, et à recevoir des dépôts au-dessus de 5,000 francs dans les districts des îles Tahiti et Moorea les dispositions de l'arrêté du 16 novembre 1867 concernant la même matière. — Décision rapportant sur le deuxième paragraphe de la circulaire du 29 octobre 1868 sur le service des gares et des postes et portant l'application de l'ordre du 20 juillet 1867. — Arrêté portant sur les dépôts établis de l'exercice 1868 (établissons-y en ordre). — Décision concernant le calcul des assujetti pour l'année 1868. — Approbation ministérielle. — Nomination. — Axis administratif. — Arrêté de la Haute-Cour. — Recouvrement des sommes émises par la Banque de l'Asie. — Règlement des Mouvements du port. — Annances.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 30 juillet 1868 créant à Papeete une caisse agricole pour garantir cette caisse à huites aux propriétaires des prêts sur immeubles;

Vu l'arrêté du 10 avril 1868 modifiant l'arrêté sus-viendré, en lui permettant de faire des avances sur récoltes et à émettre, sous la garantie du trésor local, des bons jusqu'à la concurrence de 80,000 francs, représentés tant par le matériel de l'établissement que par les terres en sa possession et la valeur des prêts ou avances qui ont été et écoutées;

Attendu que ces bons doivent être retirés de la circulation le 10 avril 1868;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1867 créant un bureau d'hypothèques à Papeete;

Considérant que les attributions de la caisse agricole, définies par les arrêtés sus-avisés, ne répondent plus aux besoins qui résultent du développement plus rapide de l'agriculture sous l'empire même de ces dispositions;

Considérant qu'il importe de donner aux prêts et avances faits par la caisse des garanties plus certaines; que la création du bureau des hypothèques remplit à cet effet les conditions voulues;

Sur le rapport de l'Ordonnateur : — Le Conseil d'administration entendu;

AVOIS ARREST ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. La caisse agricole est autorisée (sous la garantie du trésor local et dans les conditions exprimées ci-après) à émettre des bons pour le montant des prêts à effectuer sur les immeubles. Ces bons pourront être fractionnés de la même manière que ceux émis en vertu de l'arrêté du 10 avril 1868.

Les dispositions des articles 2 et 8 du dit arrêté leur seront applicables.

Art. 2. À l'arriéré, les prêts ou avances à faire sur immeubles devront être garantis par première hypothèque.

Ces prêts ou avances ne pourront, dans aucun cas, dépasser le tiers de la valeur estimative affectée à leur garantie.

Cette valeur sera déterminée par trois membres du comité de la caisse agricole.

Un rapport qui devra faire connaître la valeur estimative de l'immeuble à hypothéquer et le maximum du prêt à effectuer, sera soumis à l'approbation du Commandant Commissaire Impérial.

Art. 3. Ces prêts seront remboursés avec suivant conventions spéciales, soit par annuités dont le nombre sera fixé à dix, soit à plus courte ou plus longue échéance, dans les deux dernières années.

Art. 4. Les avances sur prêts hypothéqués continueront à être faites dans les conditions édictées dans l'arrêté du 10 avril 1868.

Art. 5. Les intérêts sur prêts hypothéqués sont fixés à 5 p. 0/0 par an. Ces intérêts devront être acquittés à l'expiration de chaque semestre, à partir du jour où les prêts seront effectués.

Les paiements des annuités ou des remboursements, le semestre commencé se paieront en entier.

Art. 6. Les articles 8, 9, 10, 12, et les dispositions du titre IV du décret du 28 février 1862 modifiées par la loi du 10 juillet 1863, sont rendus applicables aux prêts faits par la caisse agricole et l'execution des dispositions qui peuvent être nécessaires.

Art. 3. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré portant où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin Officiel* des Établissements.

Papeete, le 17 janvier 1868.

CE DE LA RONGCIÈRE.

Pour le Commandant Commissaire Impérial : — Pour l'Ordonnateur Lt. de Directeur de l'Intérieur empêché et par délégation, — Le sous-commandant de la marine, —

POUONNA L'ETANG.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Par dérogation aux articles 3, § 1^e, et 6 de l'arrêté du 30 juillet 1868, ainsi conclus :

Art. 3, § 1^e. La caisse agricole est autorisée à recevoir en dépôt, toutes sommes jusqu'à 50 fr. jusqu'à 5,000 fr. qui seront confiées par les colons et travailleurs.

Art. 6. Il est interdit au secrétaire-trésorier d'employer, de quelque façon que ce soit, les sommes provenant des dépôts. A la fin de chaque mois, les sommes en caisse devront toujours représenter le montant total des dépôts et des intérêts échus ;

Dans le but de faciliter les opérations de cet établissement et de

les mettre en rapport avec les besoins créés par le développement de l'agriculture ;

Sur le rapport de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, Le Conseil d'administration entendu,

AVOIS ARREST ET ARRÊTONS :

Art. 1^e. Les fonds provenant des dépôts effectués par les particuliers, en vertu de l'article 3 sus-viendré, pourront, avec le consentement préalable et écrit de ceux-ci, être employés par la caisse agricole pour nos opérations.

Cette faculté est toutefois restreinte à une année à compter de la promulgation du présent arrêté.

Art. 2. Tous dépôts fait avec le consentement défini et l'article 1^e pourra excéder 3,000 fr. Et portera intérêt à 10 p. 0/0 pendant les périodes précitées.

Le remboursement du capital et des intérêts est garanti par la partie Local.

Art. 3. En échange de son versement, chaque déposant recevra un livret, soit un titre nominatif négociable par la voie de l'émission. Ce titre, sur la demande du déposant, pourra lui être délivré en plusieurs coupures.

Art. 4. L'Ordonnateur Lt. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager* et inséré au *Bulletin Officiel* des Établissements.

Papeete, le 17 janvier 1868.

CE DE LA RONGCIÈRE.

Pour le Commandant Commissaire Impérial : — Pour l'Ordonnateur Lt. de Directeur de l'Intérieur empêché et par délégation, — Le sous-commandant de la marine,

POUONNA L'ETANG.

Nous, POMARE IV, Reine des îles de la Société et dépendances, et le Commandant-Commissaire Impérial :

Vu le loi du 3 avril 1866 interdisant le libre parcours des animaux dans les îles Tahiti et Moorea dans les îles Marquises.

Vu les délibérations des conseils et des districts de ces îles concernant les contraints au libre parcours des animaux, et décidées : 12, 18, 23, 26 octobre, 1^e, 2, 3, 6, 9 et 15 novembre 1865 ; 14 mai 1866, 11, 12 mars et 14 novembre 1867, désignant les localités choisies pour le parage des animaux ;

Vu l'acte du Protecteur, en date du 9 septembre 1842,

O MOUAU :

Art. 1^e. Les dispositions de l'arrêté du 16 novembre 1867, modifié par celles du 3 avril 1868, et intitulé « Règlement des îles Marquises », sont rendues applicables dans tous les districts des îles Tahiti et Moorea à compter du 1^e février 1868.

Art. 2. L'indemnité à percevoir par application de l'article 3 de la loi sus-avisée du 3 avril 1866 pour le bétail admis dans les parcs créés doit évidemment être ainsi qu'il suit :

Cheval.....	20 fr.	Paacheferfa.....	90 fr.
Porc.....	5	id. fauana.....	10
Malot.....	10	Niugu.....	20
Ane.....	15	Atoe.....	15
Taureu.....	15	Faua pao.....	15
Yafe.....	15	Paasote maha.....	15
Boua.....	15	Paasote parche.....	15
Vee.....	5	Paasote fausua.....	5
Poie.....	2	Paasote maboli.....	2

Cette indemnité, invariably, quelle que soit la durée du séjour des animaux dans les parcs, devra être acquittée préalablement à leur retrait.

Elle sera payée, sur réception détachée d'une feuille à souche

Te rae maup taime, o te ore ronu 'u e faihori no hia 'e, maoro no tao 'e poto no tua 'o te vao raa, te puua i roto i te maa maa, te faa fiahu ia fiahu ia hia i roto i te maa maa i faatihi hia e te reira raa, et eua muri te leiti raa

E fiahu hia taua manu manu, za

i roto i te rima, o te rauira mutou

spéciale, entre les mains du chef-maitre juridict, qui en fera verser au trésorant des caisses indig.

Le montant de ces indemnités sera versé semestriellement entre les propriétaires des terrains affectés au parage.

Art. 3. Le retrait de tout animal ayant pâtiable dépendance fixée dans l'article précédent domine leur à la perception de l'impôt des propriétaires sans préjudice de toutes poursuites judiciaires qu'il appartiendrait.

Art. 4. À l'expiration du délai de trois années à compter du 1^{er} février 1868, les propriétaires des terrains formant les parcs en reprendront la libre et entière disposition, et ces terrains rentreront sous l'empire des règlements de police rurale en vigueur.

Art. 5. Les dispositions de la présente ordonnance sont rendues applicables aux parcs déjà existants dans divers districts de l'île Tahiti.

Art. 6. Tous et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à la présente ordonnance, qui sera publiée au Messager et insérée au Bulletin officiel des Établissements.

Papeete, 17 janvier 1868.

Le Commandant
Commissaire Imperial,
C^o de la RONCIERE.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Imperial aux îles de la Société,

Vu la décision du 16 décembre 1866 portant séparation du service des ponts et chaussées de celui du génie, toutes deux d'eux à un chef différent ;

Vu la décision du 29 décembre 1866 faisant application de l'instruction ministérielle du 26 janvier 1866 sur le service du génie aux colonies ;

Attendu que la division des deux services ne permet pas de conserver un seul général chargé des dépenses des ponts et chaussées et du génie, et qu'il y a avantage à renoncer à ce mode pour le service des ponts et chaussées ;

Va la lettre de M. le directeur des ponts et chaussées en date du 15 janvier courant, n° 1.

Sur la demande de l'ordonnateur,

Décousses :

Art. 1^{er}. Le 2^e paragraphe de la décision du 29 décembre 1866, une-isié, ainsi conçue : « La garde sera unique pour le génie, les officiers civils, les ports et radars et les ponts et chaussées, » est et dégagée rapport.

Art. 2. Les services ressortissant de la direction des ponts et chaussées aront à l'avenir régis conformément à l'arrêté local du 10 mai 1861.

Art. 3. L'ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera et insérée au Bulletin Officiel des Établissements.

Papeete, le 17 janvier 1868.

Signé : C^o de la RONCIERE.

Par le Commandant Commissaire Imperial :
Pour l'ordonnateur empêché et par délégation,
Le sous-commissaire de la marine,
FOURNIER L'ETANG.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Imperial aux îles de la Société,

Vu les articles 33 et 43 du règlement financier du 26 septembre 1835 ;

Sur le rapport de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÔTÉ :

Art. 1^{er}. Le budget des recettes et des dépenses locales de l'Exercice 1868 est rendu exécutoire, conformément aux tableaux A et B ci-joints, tel qu'il a été arrêté ce jour en Conseil d'administration :

SAVOIR :	
Recettes privées.....	496,600
Dépenses privées.....	496,600
DÉFICIT.....	0

Art. 2. Des crédits sont ouverts à l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, pour les dépenses de cet Exercice, jusqu'à la somme de :

SAVOIR :	
CHAPITRE I ^{er} —Personnel.....	299,040
CHAPITRE II—Matiériel.....	172,550
ENSEMBLE.....	471,590

Art. 3. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où be-

sûr sera, publié au Messager et inséré au Bulletin officiel des Établissements.

Papeete, le 17 janvier 1868.

C^o de la RONCIERE.

Par le Commandant Commissaire Imperial :
Pour l'ordonnateur empêché et par délégation:
Le sous-commissaire de la marine,
FOURNIER L'ETANG.

TABLEAU A (extrait).

Recettes du Service local pour l'Exercice 1868.

N ^o de l'article	NATURE DES RECETTES	MONTANT par Article
Contributions sur rétention.		
1 ^{er}	Impôts personnels et mobiliers.....	11,000
	Primes fixes.....	50,000
	Primes proportionnelles.....	35,000
	Total	216,000
Droits perçus sur liquidations.		
2 ^{me}	Droits de pilotage et de coquilles.....	12,000
	Total	12,000
Produits divers et recettes à différents titres.		
3 ^{me}	Droits d'enregistrement, de grotte et de transport.....	15,000
	Prélev. de la taxe de halage.....	2,000
	Prélev. de la taxe de la douane.....	6,000
	Prélev. de transports locaux.....	1,000
	Prélev. de la taxe des lettres.....	2,150
	Arrivages de simple poche et fourrages.....	500
	Dotations aux établissements et aux compagnies.....	2,000
	Produits divers : Ventes et cessions, recettes à divers titres.....	20,00
	Subsistance métropolitaine.....	100,00
	Total	205,000
Recettes extraordinaires.		
4 ^{me}	Prélevements sur la valeur de réserves.....	1 minuscule.
	Total	1 minuscule.
	Total des recettes.	496,000

Papeete, le 17 janvier 1868.

Pour l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur empêché et par délégation,

Le sous-commissaire de la marine,

FOURNIER L'ETANG.

Approuvé,

Pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour.

Papeete, le 17 janvier 1868.

Le Commandant Commissaire Imperial,

C^o de la RONCIERE.

TABLEAU B (extrait).

Dépenses du Service local pour l'Exercice 1868.

N ^o de l'article	NATURE DES DÉPENSES	CRÉDITS ALLOCÉS
CHAPITRE 1^{er} — PERSONNEL.		
Art 1^{er} — Soldes et accessoires.		
1	Bénéfices des Affaires indigènes et Résidence.....	13,900
2	Primes des îles de la Société et Chois. des îles Marquises.....	27,100
3	Garde des îles.....	10,000
4	Judice indigène (Cour des Tribunaux).....	0,500
5	Enregistrement, contributions directes et postes.....	8,600
6	Postes et chaussées.....	14,750
7	Police.....	3,100
8	Prisons et détenus.....	43,000
9	Insécurité et réfugiés.....	2,000
10	Prison et démolition.....	0,500
11	Poste.....	11,100
12	Rivages et ports.....	15,410
13	Dépense accessoires.....	0,611
	A déduire le 4^{me} pour le produit présumé des retentions d'Adipital et les incomplis.	4,575
	Total de l'art. 1^{er} (sommme totale)	199,570
Art 2^{me} — Hôpitaux.		
21	Officiers en temps régulier tels, durant 7,655 journées, dont 1 fr. 10 c. par jour.....	7,655
22	Off. 2 ^{me} et 3 ^{me} en temps régulier, tels, durant 3,500 journées, 1 fr. 10 c. par jour.....	3,500
23	Off. 2 ^{me} et 3 ^{me} en temps régulier, tels, durant 4,015 journées, 1 fr. 10 c. par jour, moins 25 journées, 1 fr. 10 c. par jour.....	3,285
24	Enfants à l'Asile, 720 journées à 1 fr. 10 c. par jour.....	720
25	Frais de déplacement.....	0,611
	Total de l'art. 2 (sommme totale)	8,600
Art 3^{me} — Vivres.		
26	23 rationnaires donnant pour l'année 4,205 rations, soit 1 fr. 10 c. par ration.....	9,234
27	Baisse à délivrer exceptionnellement sur ordre du Gouvernement.....	300
28	18 détenus dans la prison de Papeete, donnant pour l'année 6,570 rations à 1 fr. l'une, soit 6,570 francs.....	6,570
	Total de l'art. 3 (sommme totale)	13,870
Art 4^{me} — Dépenses des Exercices clos.		
Récupération du cheptel 1^{er} — Personnel.		
Art. 1 ^{er}	Soldes et accessoires.....	199,570
= 2 ^{me}	Hôpitaux.....	8,600
= 3 ^{me}	Vivres.....	13,870
= 4 ^{me}	Dépenses des Exercices clos.....	13,870
	Total de l'art. 4^{me} — Personnel	222,010

Samedi 25 janvier 1868.

NATURE DES DÉPENSES.		CREDITS ALLOTES.
CHAPITRE II. — MATERIEL.		
Article 1. — Service postal et agriculture.		
1. Services généraux	10,000	
2. Agriculture	25,000	
	55,000	
Total de l'Article 1	55,000	
Article 2. — Travaux et approvisionnements.		
Travaux des Dômes	15,000	
Approvisionnements autres que les travaux	8,000	
	23,000	
Total de l'Article 2	23,000	
Article 3. — Dépenses diverses.		
Impôts sur le revenu et sur la valeur	1,410	
Subsistance de la marine pour l'entretien	1,500	
Entretien de canots à l'île d'Aina (pour la navigation canadienne)	720	
Fabrication des fûts publics	5,610	
Généralité	5,600	
Aide à la reconstruction du palais de la Reine	500	
Caserne de la gendarmerie	500	
Habitation de l'empereur	500	
Construction pour l'expédition à Paris	1,000	
Allocations aux journaux et écrits périodiques	1,000	
Frais relatifs au recouvrement de l'impôt, dépréciation et émission de titres	13,000	
Partie relevant aux captures dans les armées, taxes etc	2,000	
Frais de transport et de dépense des paquebots	500	
Préparation du vaccin	1,400	
Loyer et aménagements	10,000	
Dépenses imprévues	4,700	
	57,090	
Total de l'Article 3	57,090	
Article 4. — Dépenses des Exercices clos.		ménage.
Recrépitation du chapitre 2. — Matériel.		
Article 1. — Service postal et agriculture	15,000	
2. — Travaux et approvisionnements	17,000	
3. — Dépenses diverses	6,000	
4. — Dépenses des Exercices clos	12,000	
Total du chapitre 2. — Matériel	50,000	
RECAPITULATION GÉNÉRALE.		
CHAPITRE I. — Personnel.	222,040	
CHAPITRE II. — Matériel.	73,560	
Total général des dépenses.	295,600	

Papeete, le 17 janvier 1868.
 Pour l'ordonnateur des exercices de l'intérieur empêché
 de délivrer,
 Le sous-commissaire de la marine,
 FOURNIER L'EYANG.

Approuvé:

Pour être annexé à notre arrêté du 20 juillet.
 Papeete, le 17 janvier 1868.
 Le Commandant Commissaire Impérial,
 C^e de la RONCIÈRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,
 Vo l'arrêté 28 de l'Assemblée du 27 décembre 1865, portant organisation du service judiciaire ;
 Sur la proposition de l'ordonnateur f. de Directeur de l'Intérieur et l'avis du Conseil d'administration,

Ayons décidé et résolu :

Art. 1^{er}. La liste sur laquelle les assesseurs du tribunal supérieur doivent être tirés au sort sera composée comme suit, pour servir du 1^{er} janvier au 31 décembre 1868 :

M. ADAMS, négociant;
 AMOUR, commerçant;
 ANDRAN, adjudicant en 1^{er} d'artillerie de marine;
 BOISSIN, propriétaire;
 BOUCHER, gérant des caisses indigènes;
 CHARLES (Vinter), propriétaire;
 CHAVAILLER, garde d'artillerie de marine;
 CORBEILLE, négociant;
 COUILLER, propriétaire;
 DUMAS, commerçant;
 GEORGES, gérant;
 HISTOL, chef du district de Tarei;
 KULUCKY, ingénieur colonial en retraite;
 MARAERAO (Joseph), négociant;
 LAIS, propriétaire;
 MANSON, gérant;
 PATER, gérant;
 PAVEN, entrepreneur;
 POERERSON, pharmacien;
 ROME, propriétaire;
 SCHUTLER, garde du génie;
 SIEGUIN, entrepreneur;
 SERVAN, résident de Moorea;
 THOMAS, gérant de l'imprimerie;
 TAATAMO-TARAHU, chef du district d'Aitutaka;
 THOMAS, propriétaire;
 WILKINS, gérant;

Art. 2. L'ordonnateur, Chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où

besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 17 janvier 1868.
 C^e de la RONCIÈRE.
 Par le Commissaire Commissaire Impérial:
 Pour l'ordonnateur empêché par dérogation,
 Le sous-commissaire de la marine,
 FOURNIER L'EYANG.

Suivant dépêche ministérielle en date du 3 septembre dernier, et suivant que l'ordre a été fait de l'approbation donnée par décret impérial du 31 décembre 1865 de la promulgation dans les Etats du Protectorat du 27 janvier 1865 sur l'administration des successions et biens vacants à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

Le texte de ce décret a été publié dans le *Messager* du 17 septembre 1864, par suite de l'arrêté du 12 du même mois qui en prescrivait provisoirement la mise à exécution.

Par décision de M. le Commandant Commissaire Impérial en date du 8 janvier 1868, M. Goupille (Auguste), secrétaire du directeur des affaires indigènes, a été nommé à l'emploi d'interprète pour la langue anglaise.

Par arrêté en date du 15 janvier 1868, M. Simon, capitaine en 1^{er} de la marine, membre du Conseil d'administration, a été nommé juge au tribunal supérieur des Etats du Protectorat en remplacement de M. de la Taille, capitaine du génie, parti pour France.

Par arrêté du même jour, M. Labbé, membre du Conseil d'administration, a été nommé juge-suppléant au même tribunal, pour siéger en cas d'empêchement d'un de ses membres.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR**Service des Contributions.****POSTE AUX LETTRES.**

La goélette du Protectorat, *Surprise*, de la maison Hort, partira le midi 29 du courant pour San Francisco, emportant à courtier pour l'Europe.

Le sac de la correspondance sera levé la veille du départ à 8 heures.

Le public est prévenu que le même jour, à 5 heures de l'après-midi, le bureau de la poste sera fermé pour la délivrance des timbres-poste.

Service de l'Enregistrement et du Domaine.**CURATELLE AUX SUCCESSIONS VAGABONDES.**

Le curateur aux successions vacantes invite les créanciers et débiteurs du défunt Joseph Lejeune, son vivant maçon à Papeete, décédé en ladite ville le 13 de ce mois, à se présenter à son bureau pour régler leurs comptes.

Le public est prévenu qu'en exécution d'une ordonnance de M. le juge impérial, en date de l'Assemblée du 24 janvier 1868, il sera procédé, le midi 28 janvier, à midi, dans la maison où occupait son vivant le défunt Joseph Lejeune, maçon, sis à Papeete, à l'angle de la rue de Rivoli et de la rue Collette, et dont le sieur Picard l'a été propriétaire, à la vente aux enchères publiques, un compact et sans frais, des objets mobiliers, effets, linge et lardes, outils de maçon, provenant de la succession du défunt sieur Joseph Lejeune, décédé à Papeete le 13 du mois courant.

Service de l'Imprimerie.

Le n° 7 du *Bulletin officiel des Etablissements*, enracé 1867, a été déposé aujourd'hui au bureau de la poste.

ADMINISTRATION DE LA MARINE.

Les personnes auxquelles il servit dû des créances au compte du service Marin, exercice 1867, dont la clôture est fixée au 29 février prochain, sont invités à produire leurs mémoires, copies ou factures avant le 15 février.

Le paiement des mandats délivrés pour l'acquit de ces créances doit être réglé au bureau des fonds avant le 29 février.

Les mandats non payés dans le délai indiqué ci-dessus seront annulés et leur réordonnancement soumis aux retards qu'entraîne forcément la liquidation des dépenses des Exercices clos.

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**HAUTE-COUR TAHITIENNE.****Quatrième session de l'année 1867.****PRÉSIDENCE DE M. LANGOMAZINO, JUGE IMPÉRIAL.****Judicature du 2 décembre.**

N° 172. — Uriama a Fuller et compagnie, représenté par Tenhi, contre Vahedzi a Rai, femme Matua a Yassa, et consorts.

La cour, statuant : Pour l'appel formé par Uriama Fuller et compagnie contre une décision du conseil du district de Punaauia en date du 2 juillet 1866 (n° 25), qui les déboute de leurs prétentions à la propriété de la terre Tapauhiti et l'adjuge à Vahedzi a Rai ; et sur l'appel formé par Uriama Fuller et compagnie contre une décision du même conseil en date du 29 de même mois (n° 45), qui ordonne le partage de la terre Matasamana entre sa famille et celle de Uriama Fuller ;

Il a été jugé

To havea his o te apoo ras o teun matasamana ra i te no tuu evas atos ra (n° 45), o tei havea e i havea his o te apoo ras o teun matasamana ra i te no tuu evas atos ra (n° 45), o tei havea e i

TÉMOIGNAGE DU JUGEMENT

(n° 80).

Vis l'ordre du 20 du même mois sur laquelle à Hihira à Tetiarahi, il a été émis à Tetiarahi, la date ci-dessous Maranansana.

Attesté que les parties renvoient à toutes préliminaires à l'acte de la propriété de cette terre, Léa et son fils se chef hors de cause;

En ce qui concerne la terre Tuauhibus:

Attesté qu'elle était antérieure la propriété de Teomoa à Puna, décédé sans postérité, et que Oropao, dit Alisata, son frère et par conséquent son héritier, le possède depuis treize années; qu'il est presque sûr que cet homme est mort à l'île Rurutu qu'il habitait en dernier lieu, sans laisser des descendants;

Attesté que les parties sont parents de Teomoa à Puna au même degré,

Infirm : décide que la terre Tuauhibus sera partagée entre eux;

Réserve les droits de Oropao dans la case où il existerait encore, ainsi que ceux de ses héritiers s'il s'est présenté dans le délai de la loi;

Dit que les parcelles qui reviendront à chacune des parties en vertu du présent arrêt ne pourront être aliénées avant l'expiration de trois années à partir de ce jour;

Compense les dépens.

moi le on i téni ma ohia, e ore na matohi e torni mai teite ahi.

Te ohoga hei i te taime.

Meilleur audience.

N° 153.— Personne à Velihami contre l'Etat, qui porte au nom de Velihami, et autres deux agents de collecte.

La cour, statuant provisoirement sur l'appel interjeté par Pesseus à Velihami contre une décision du conseil du district de Temapoum en date du 16 avr 1867 (n° 140), qui adjuge à Domelio à Fauro les terres Slave et Teiriri, les valleés Auteanute et Tepe, ainsi que le titre d'Oropao;

Considérant que l'audition des témoins cités peut l'écarter sur la nature des droits respectifs des parties;

Qu'il n'est pas prouvé que lesdits témoins aient été touchés par les citations;

Sorsout à statuer sur le fond jusqu'à la fin de la présente session;

Réserve les dépens.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPETE
Du vendredi 17 au jeudi 25 janvier 1868 inclus.

SAINTES DE COMMERCE PAYTES.

19 Janvier. Gost du Protect. Beige, de 88 ton., cap. Martin, ven d'Anza et 2 jours, 2 passagers, 1500 francs. 20 Janvier. Cabot du Protect. Beige, de 100 ton., cap. Pihua, ven d'Almanzo en 1 jour.

22 Janvier. Cabot du Protect. Elizou, de 21 ton., cap. Traou, ven de Haapape, 2 passagers. 23 Janvier. Cabot français Morpate, de 10 ton., cap. Webster, ven de Maheo et 2 pass. 24 Janvier. Cabot français Morpate, de 12 ton., cap. Webster, ven de Maheo et 2 pass. 25 Janvier. Cabot du Protect. Surpise, de 30 ton., cap. Martin, all. à Nouera.

BÂTIMENTS SUR RADE.

CÔTE LOCAL.

2 Janvier. Côte local Rus, de 41 ton., cap. Legues.

GOUVERNEMENT.

20 nov 1867. Cabot du Protect. Tafirige, de 6 ton., cap. Naher.

2 novembre. Gost du Protect. Elegie, de 9 ton., cap. Teiva.

22 novembre. Trois-mâts-barque française "Passage" de 24 ton., cap. Doutrou-Bonnet.

17 décembre. Cabot du Protect. Tafirige, de 6 ton., cap. Tafirige.

24 décembre. Cabot du Protect. Tafirige, de 6 ton., cap. Teiva.

25 décembre. Trois-mâts-barque anglaise "Hawane" de 55 ton., cap. Dunn.

2 Janvier. Cabot du Protect. Teavao, de 21 ton., cap. Camille.

2 Janvier. Cabot du Protect. Salazar, de 103 ton., cap. Molinari.

2 Janvier. Cabot du Protect. Tafirige, de 21 ton., cap. Cangardel.

2 Janvier. Cabot du Protect. Amanava, de 3 ton., cap. Tafirige.

9 Janvier. Gost du Protect. Faqig, de 47 ton., cap. Daniel Snow.

23 Janvier. Brig-golet du Protect. Surprise, de 30 ton., cap. Biscott.

PAPETE.— IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

- 19 Janvier. Trois-mâts italiens Astor Costure, de 1.202 ton., cap. Radet.
21 Janvier. Gost de Barbara Valençra, de 36 ton., cap. Naval.
21 Janvier. Gost, Américain "J. S. Cooper", de 1.400 ton., cap. J. Street.
21 Janvier. Trois-mâts-barque italien "Mare" de 24 ton., cap. Homann.
23 Janvier. Brig-golet Tawaro, de 21 ton., cap. Bowles.
25 Janvier. Cabot du Protect. Jaxou, de 21 ton., cap. Teama.
25 Janvier. Gost anglais Courier, de 31 ton., cap. Webster.

Ex-vote au bureau de la poste

CODIFICATION

REC

ACTES DU GOUVERNEMENT

EN VIGUEUR

DANS LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'OCÉANIE,
ET PROTECTORAT DES ÎLES DE LA SOCIÉTÉ
ET DÉPENDANCES

PAR

L. LANGORAZINO

JUGE IMPÉRIAL À TAHITI

En vol. imp. de XIV-les p.—Pris (broché): 18 fr.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

A VENDRE. X CONDITIONS TRÈS AVANTAGÉESES.

Un appareil photographique de belle dimension, entièrement neuf, avec ses accessoires.
S'adresser à M. Bobe Bon, librairie à Papeete.

19 Janv-1.

A VENIR

1. Une magnifique chandelle en cuivre rouge avec ses accessoires, bûche à cire, contenant de 1.300 à 1.400 lire. — vobis.

2. Une deuxième chandelle rouge, également en cuivre, d'une contenance de 175 litres.

3. Une forte et bonne boucle française, avec ses poids, d'une valeur de 10 francs.

20 Janv-1.

LEQUELLE

A VENIR.— En vente la propriété de M. Sue, à Haamati. S'adresser aux propriétaires.

NOTICE.— For sale the landed property of M. Sue, situated at Haamati. Address to proprietors.

Anglo in the owner.

A VENDRE OU A LOUER.

FOR SALE OR TO LET.

1. Une propriété appartenant à E. Ferren, située près des fortifications de l'est.

1. A piece of land called Ferren, opposite, situated near the fortifications of the East.

2. Une maison située à Papeete, rue des Beaux-Arts.

2. A house situated at Papeete, Beau-Art street.

S'adresser à Mr Paul Landes, notaire.

21 Janv-1.

M. JACQUIN BORDEN, BOURLAIS & PAPETE, A
l'opéra-d'affiche, le public qui participe pour il se reconnaîtra anonyme devra contracter avec son honneur Jeas.

21-22 Janv-1.

VENTE OU LOCATION DE TERRES.— HOO RAA E TE TARAHU RAA PEUA

L'indigène Teima Ohumu à Afia, dépendant à Faue, est dans l'intention de vendre à M. J. Brander la terre Teafai, située dans le district de Faue et inscrite sous le n° 231, P. 102.

I. Open op Teia Ohumu a Afia, e tia l'Aperte, i te leu au M. J. Brander te feru o Teafai, i te feru o Teafai, i te feru o Teafai e tui tenu i te 231, P. 102.

19 Janv-1.

L'indigène Vahinehu à Vahinehu, dépendant à Vahinehu, et au district de Faue, est dans l'intention de vendre à M. Leguen (Jean-Marie) une partie de la ferme de Vahinehu, située dans le district de Faue et inscrite sous le n° 6, P. 2.

I open op Vahinehu a Vahinehu, e tia l'Aperte, i te leu au M. Leguen (Jean-Marie) i te feru o Vahinehu, i te val i Vahinehu e tui tenu i te 6, P. 2.

23-24 Janv-1.

L'indigène Ahuitante à Tita, à Polynésie, démentant à l'aperte, est dans l'intention de vendre sa terre Hippo à Parada la partie de terre Tepou, tenu par l'apte de la ferme de Tepou, tenu par l'apte et l'entrepreneur sous le n° 66, P. 43.

I open op Ahuitante Tita a i Aperte, tia l'aperte, i te leu au M. Hippo a Parada la partie de la ferme de Tepou, tenu par l'apte de la ferme de Tepou, tenu par l'apte et l'entrepreneur sous le n° 66, P. 43.

25-26 Janv-1.

L'indigène Terihauana à Aliveri, tia l'aperte, tia l'aperte, est dans l'intention de vendre à Tehei Tia le ferme de Tehei Tia, la ferme de Tehei Tia, située dans le district de Tehei Tia, et inscrite au n° 286, P. 46.

I open op Terihauana a Aliveri, tia l'aperte, tia l'aperte, i te leu au M. Tehei Tia la ferme de Tehei Tia, la ferme de Tehei Tia, située dans le district de Tehei Tia, et inscrite au n° 286, P. 46.

27-28 Janv-1.

THE BRITISH AND FOREIGN MARINE INSURANCE COMPANY
(Limited)

LIVERPOOL AND LONDON

Capital 1 ONE MILLION pound sterling

Risks can always be insured taken on losses made payable in San Francisco, Honolulu, Victoria (V. I.), Valparaiso, Sydney, Madras, Calcutta, Bombay, Liverpool, London, or in cash at Papeete, Bora-Bora, Taitung, Oahu, Maui, Kauai, Lanai.

C. WILKENS, Agent.

En vente au bureau de la Poste:

CALENDRIER DE TAHITI POUR L'AN 1868

TOUJOURS

LES PLATES DE LA LUNE

Prix: En feuille, 0 fr. 30 c.; Cartonné, 1 fr. 30 c.